Selon l’agence MAP,Que vaut une résolution du Parlement européen en matière internationale ? Quel est le poids de l’Union européenne dans le règlement des crises politiques à travers le monde ?

Selon ladite Agence, la réponse à ces questions se résume en la célèbre formule : «l’Europe est un géant économique, mais un nain politique».

Ce pitoyable statut du bloc communautaire se mesure à l’aune de chaque crise, qu’elle soit grande ou petite, devant le rouleau compresseur diplomatique des Etats Unis, de la Chine, de la Russie ou de la Turquie. C’est une réalité à laquelle la diplomatie européenne est confrontée au quotidien.

Dans la crise bilatérale qui oppose le Maroc et l’Espagne, des députés européens, alarmés par le voisin ibérique, poussés par leurs motivations immigrationnistes et xénophobes, ont cru bon d’antagoniser le Royaume, le seul partenaire fiable de l’Europe dans la région. Ils ont eu tort.

Leur initiative téméraire n’est pas passée avec la majorité voulue et n’a pas recueilli l’adhésion escomptée sous la pression espagnole.

Outre la-non adhésion de nombreux eurodéputés à ce texte, plusieurs d’entre eux ont décrié les manœuvres agressives de l’Espagne pour recueillir un maximum de voix lors du vote.

«Le gouvernement Sanchez en poussant agressivement pour l’adoption d’une résolution du Parlement européen contre le Maroc, cherche à camoufler ses erreurs successives, voulant entraîner l’Union européenne dans cette voie dangereuse», avait mis en garde l’eurodéputé tchèque, TomášZdechovský.

«Madrid fait tout pour déstabiliser le seul pays stable et pacifique de la région», a-t-il dénoncé, notant que «cette manœuvre stérile conduirait à l’escalade au lieu de permettre une chance de dialogue entre deux pays voisins».

L’eurodéputé danois Søren Gade a, pour sa part, affirmé dans une déclaration avoir rejeté ce texte parce qu’il ne reflète pas le caractère fiable et étroit des relations entre le Maroc et l’UE.

«J’ai décidé de ne pas voter en faveur du texte. Je pense que c’est important d’avoir des relations fiables et étroites entre le Maroc et l’Union européenne”, a-t-il dit.

Une autre députée européenne, la Belge Frédérique Ries n'y est pas allée par quatre chemins.

«J'ai voté contre cette résolution (…) car elle met au pilori notre partenaire stratégique marocain et reste muette sur les responsabilités des forces de l'ordre espagnoles dans les violences rapportés par les ONG et pour lesquelles la justice espagnole a ouvert une enquête», a-t-elle déclaré.

Et d'ajouter qu' «une diplomatie efficace et pragmatique est tout sauf une diplomatie incendiaire».

Ce vote donne la vraie mesure de la manière avec laquelle ceux qui se sont prononcés pour la résolution jugent, conçoivent et regardent le partenariat avec la rive sud de la Méditerranée. Mais pas l'Union européenne formée de l'ensemble d'Etats membres qui estiment à sa juste valeur la place qu'occupe le Maroc dans cet espace et le rôle de stabilisateur qu'il joue dans la région.

Lors du débat et dans le texte de la résolution, les députés, en majorité espagnols, ont dit ce qu'ils pensent. Ils sont chez eux au «Temple de la démocratie». N'est-ce pas ? Ils ont critiqué le Maroc, considéré que les frontières de l'Europe commencent à Sebta et Mellilia, cautionnant ainsi un fait colonial d'un autre temps, mais n'ont pas oublié tout de même de reconnaître les efforts déployés par le Royaume dans le domaine migratoire, notamment la dernière annonce de la réadmission des mineurs non accompagnés.

Le Parlement européen «se félicite de la démarche adoptée par les autorités marocaines le 1er juin 2021 pour faciliter le retour de tous les mineurs non accompagnés identifiés », lit-on dans la résolution.

Personne ne peut nier la place du Maroc et son rôle clé dans l'espace euro-méditerranéen.

Cette position a d'ailleurs été réitérée par la Commissaire européenne chargée de l'égalité dans sa déclaration lors du débat parlementaire précédant le vote de cette résolution et auparavant par la porte-parole du département de la diplomatie de l'Union européenne le SEAE, ainsi que par Oliver Varhelyi, un autre membre de l'exécutif européen.

Tous se sont félicités de la décision du Maroc réitérée par SM le Roi Mohammed VI

de faciliter le retour des mineurs marocains non accompagnés et dûment identifiés.

Tous considèrent que «le Maroc est un partenaire important pour l'UE» et expriment leur détermination à poursuivre cette «étroite coopération avec Rabat pour relever les défis communs et faire progresser le partenariat bilatéral, dans l'intérêt mutuel des deux parties».

Ces déclarations officielles résument la position, voire la doctrine constante de l'Union européenne concernant sa relation avec le Maroc, laquelle ne peut être galvaudée, ni instrumentalisée par des eurodéputés émotifs dans une résolution ou un débat éphémères.

Le Maroc et l'Union européenne se sont donné parole dans la Déclaration Politique adoptée à l'issue de leur dernier Conseil d'Association de juin 2019 pour lancer et faire vivre un "Partenariat euro-marocain de prospérité partagée" tourné vers l'avenir. Alors n'insultons pas l'avenir !